



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides

Etablissement public de l'Etat représenté par le Directeur Général en exercice,
Nommé et reconduit dans ses fonctions par Décret en date du 11 avril 2022 (J.O n°0086 du 12 avril 2022)

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
N°2024 11 002**

**MARCHE RELATIF À L'IMPRESSION ET LA LIVRAISON DE
LIVRETS DE FAMILLE**

*Services Administratifs et Financiers
Pôle des marchés
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex*

SOMMAIRE

Préambule.....	3
ARTICLE 1 ^{ER} – DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3 – DURÉE	4
ARTICLE 4 – MONTANT	4
ARTICLE 5 – DESCRIPTION ET MISE EN OEUVRE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE COMMANDE DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 8 – PRIX.....	8
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 10 – CLAUSE DE RESPONSABILITÉ	9
ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES.....	9
ARTICLE 12 – PÉNALITÉS	10
ARTICLE 13 – ASSURANCES	10
ARTICLE 14 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	10
ARTICLE 15 – FORCE MAJEURE	10
ARTICLE 16 – RÉILIATION.....	11
ARTICLE 17 – LITIGES	11
ARTICLE 18 – DÉROGATIONS	11

Préambule

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) est un établissement public administratif, créé par la loi du 25 juillet 1952, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière et administrative.

En application du livre V titre I du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), l'Ofpra reconnaît la qualité de réfugié ou accorde la protection subsidiaire, notamment au regard des stipulations de la convention de Genève relative aux réfugiés du 28 juillet 1951, et octroie le statut d'apatride en application de la convention de New-York du 28 septembre 1954.

L'Office exerce également la protection juridique et administrative des réfugiés, des apatrides et des personnes qui bénéficient de la protection subsidiaire. Conformément aux stipulations des articles 12 des conventions de Genève et de New-York, l'Ofpra est chargé de reconstituer l'état civil des personnes placées sous sa protection et de conserver leurs droits précédemment acquis découlant de leur statut personnel, en particulier de leurs liens de mariage. Au titre de l'article L.121-9 du CESEDA, l'Office est habilité à délivrer les pièces nécessaires pour permettre aux personnes protégées d'exécuter les divers actes de la vie civile et notamment les pièces tenant lieu d'actes d'état civil.

Dans ce cadre, le directeur général de l'Ofpra remet un livret de famille aux époux ou à celui des époux dont la qualité de réfugié ou d'apatride a été reconnue ou qui a été admis au bénéfice de la protection subsidiaire, conformément aux dispositions l'article 7.2 du décret n° 74-449 du 15 mai 1974 relatif au livret de famille et à l'information des époux et des parents sur le droit de la famille.

Le livret comporte, selon le cas, « les extraits des certificats tenant lieu d'acte de mariage des époux et d'acte de naissance des enfants issus de ce mariage ou les extraits des certificats tenant lieu d'acte de naissance des parents et de leurs enfants ».

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet **l'impression et la livraison de livrets de famille** destinés à être remis aux réfugiés, apatrides et bénéficiaires de la protection subsidiaire, par le divisions de la protection de l'Ofpra, en application des articles L.121-9 du CESEDA et 7.2 du décret du 15 mai 1974 relatif au livret de famille et à l'information des futurs époux sur le droit de la famille.

1.2 Forme du marché

La présente consultation donne lieu à un **accord cadre mono attributaire à bons de commande** en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 à R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code la commande publique.

Le marché est passé selon une **procédure formalisée** conformément aux articles L.°2124-1 et R.°2124-1 du code la commande publique.

La présente consultation donne lieu au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse en application des articles L.°2152-7 et R.°2152-7 du code précité, à l'issue d'un **appel d'offres ouvert**, conformément aux articles L.°2124-2 et R.°2124-2 alinéa 1 dudit code.

1.3 Dispositions divers

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- ✓ L'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires (BPU);
- ✓ Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes I (spécifications techniques) et II (RGPD);
- ✓ L'offre technique du titulaire ;

Font foi les exemplaires des documents particuliers composant le présent marché conservés dans les archives de l'Ofpra. Le cahier des clauses particulières vaut cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières

2.2 Pièces non particulières

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 s'applique, sauf dérogation. Ce document n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

ARTICLE 3 – DURÉE

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an, allant de la date de notification jusqu'à sa date anniversaire.

Conformément aux articles L. 2112-5 et R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois à sa date anniversaire pour une nouvelle durée d'un an , sans que sa durée maximale ne puisse excéder quatre ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction qu'à la condition d'avoir informé le pouvoir adjudicateur de son inaptitude à poursuivre le marché, six mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître les dates d'émission et de réception de ses intentions (courrier, télécopie ou courriel).

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître la date d'émission de cette décision (courrier, télécopie ou courriel).

L'émission des bons de commande pour l'exécution des prestations ne peut intervenir conformément à l'article R. °2162-5 du code de la commande publique que pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 4 – MONTANT

Le présent marché est conclu sans un montant minimum et avec un montant maximum de 360 000 euros HT.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION ET MISE EN OEUVRE DES PRESTATIONS

Les livrets de famille devront avoir **les spécificités techniques mentionnées à l'annexe I** du présent cahier des clauses particulières.

Il est également rappelé que les candidats au marché public doivent impérativement transmettre un échantillon d'un livret de famille, conformément à l'article 6 du Règlement de la consultation.

A titre purement indicatif, les divisions de la Protection délivrent actuellement environ 3000 livrets de famille par mois.

Possibilité de modification de la maquette des livrets :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, et afin de tenir compte d'éventuelles évolutions législatives ou réglementaires intervenant pendant sa durée, l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire une modification de la maquette des livrets de famille. Ces ajustements devront permettre de se conformer aux nouvelles dispositions tout en écoulant les stocks d'anciens modèles dans un délai raisonnable, conformément aux pratiques habituelles. Le titulaire sera tenu d'assurer ces modifications dans le respect des conditions prévues par le présent marché.

5.1. Pré-presse

Mise en place d'une épreuve

Le pré-press est l'ensemble des opérations qui précède l'impression d'un document, allant de sa création jusqu'à la préparation de la forme imprimée, l'ensemble des prestations étant à la charge et réalisées par le titulaire.

A partir d'une maquette existante papier ou de modèles fournis par le titulaire, ce dernier est chargé de réaliser une épreuve.

L'acheteur met à la disposition du titulaire les éléments nécessaires à la constitution du document.

L'épreuve est un document non figé, pouvant recevoir des corrections, voire des modifications tant que le bon à tirer n'a pas été signé par les parties. Les versions successives seront numérotées.

Le Bon à Tirer

Après accord entre le titulaire et l'acheteur, un bon à tirer (BAT) est délivré, daté et signé, pour acceptation des travaux de composition.

5.2. Fabrication / impression

Cette phase comprend le choix du support et la définition de son impression.

Le descriptif du papier, ou support d'impression, devra faire référence aux normes homologuées en vigueur pour le type, la couleur et le grammage, la blancheur, l'opacité.

L'impression consiste à reproduire le document en fonction de l'épreuve et du chiffrage de tirage commandé.

5.3 Délai de livraison

Le délai de livraison des livrets est de 20 jours ouvrés maximum à compter de la notification de chaque bon de commande.

5.4 Livraison des livrets de famille

Lieu de livraison

Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA)

201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 – Secret / Confidentialité

Pendant l'exécution du marché et après son expiration, pour quelque raison que ce soit, le titulaire s'interdit de divulguer les renseignements, documents ou objets quelconques concernant les activités de l'Ofpra dont il aurait eu connaissance.

6.2– Garanties des produits

6.2.1 Principe général

Le titulaire garantit que chaque produit vierge réalisé :

- a) est conforme au(x) spécifications techniques (présent CCP et annexe I) ;
- b) est exempt de tout défaut de conception, de matière et de fabrication, étant entendu que cette garantie est octroyée dans les conditions et limites qui suivent.

Cette garantie d'une durée d'un an à compter de livraison du produit donne droit au remplacement ou au remboursement du produit défectueux, à la demande de l'acheteur, dans des délais raisonnables.

Le titulaire garantit les éléments remplacés dans des conditions pour une période identique à la garantie initiale. Sauf stipulation contraire, les frais de transport et d'assurance des éléments défectueux renvoyés au titulaire sont à la charge de l'Ofpra et les frais de transport et d'assurance des éléments réparés ou remplacés retournés à l'Ofpra sont à la charge du titulaire pour la durée de la garantie applicable.

La garantie est exclue dans les cas suivants :

- a) si le produit a été utilisé et/ou manipulé et/ou stocké dans des conditions non conformes aux préconisations du titulaire ;
- b) si le produit a été modifié sans accord préalable et écrit du titulaire ;
- c) si les défauts du produit résultent de l'usure normale du produit, de détériorations ou d'accidents, de négligence ou de défaut de surveillance ;
- d) si le produit a été endommagé du fait d'un événement naturel imprévisible et irrésistible, ou de toute autre cause qui ne serait pas sous le contrôle du titulaire. Toute garantie est généralement exclue pour des dommages résultant de causes extérieures, de cas fortuits ou de force majeure.

Sont considérées comme des conditions normales d'utilisation ou de manipulation des produits, tout usage ou manipulation effectué avec la précaution attendue d'un utilisateur prudent et raisonnable et à laquelle on peut légitimement s'attendre, de façon à ne soumettre ces produits à aucune contrainte extérieure qui puisse en altérer la qualité, la nature et la substance.

Le produit doit être stocké et conservé à l'abri de la lumière et de la poussière, à 20-25°C et 35-55% d'humidité relative.

Sont notamment considérées comme des preuves d'une utilisation et/ou d'une manipulation dans des conditions anormales :

- a) tout pliage marqué du produit ;
- b) toute trace d'attaque avec un objet coupant ou contondant ;
- c) toute déformation pouvant être la conséquence de frappes violentes ;
- d) toute tentative d'arrachage des composants du produit ou toute autre dégradation apparente du livret ou de ses composants ;
- e) toute trace de trempage dans des éléments liquides ou semi-liquides que ces atteintes soient volontaires ou non.

6.2.2 Modalités de mise en œuvre de la garantie

Pour bénéficier de la garantie, l'acheteur doit, à peine de forclusion :

- a) notifier au titulaire le défaut constaté dans les trente (30) jours de la découverte du défaut.
- b) retourner les produits défectueux au titulaire dans les trente (30) jours de la notification susvisée, à ses frais et risques.

Le titulaire inspectera les produits à réception ;

S'il confirme l'existence d'un défaut couvert par la garantie, il procédera au remplacement des produits défectueux ou à leur remboursement, au choix de l'option retenue par l'acheteur.

Si le défaut n'est pas avéré et que la garantie n'est pas applicable, le titulaire en informe l'acheteur qui aura le choix :

- i. De contester l'appréciation du titulaire ;
- ii. De récupérer les produits ;
- iii. De faire détruire à ses frais le(s) produit(s) par le titulaire ;
- iv. De passer une nouvelle commande au titulaire.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE COMMANDE DES PRESTATIONS

7.1. Émission des bons de commande

L'Ofpra émet un **bon de commande** précisant les renseignements suivants :

- ✓ le numéro du présent marché et sa date de notification ;
- ✓ le numéro du bon de commande et sa date d'émission ;
- ✓ le nom, l'adresse et le n° SIRET du titulaire du marché ;
- ✓ la quantité des livrets de famille à livrer ;
- ✓ l'adresse de livraison ;
- ✓ le montant hors taxes ;
- ✓ le taux et le montant de la TVA ;
- ✓ le montant TTC à payer.

7.2 Conditions générales de livraison

Le transport est sécurisé et assuré aux conditions minimales prévues par le transporteur.

Les risques afférents à l'expédition et au transport incombent au titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Les modalités de conditionnement sont celles en usage dans la profession.

Les fournitures sont impérativement livrées du lundi au vendredi aux horaires suivantes:

8h30 à 11h30 ; 13h30 à 17h

7.3 Bulletin de livraison

Les livrets de famille livrés par le titulaire doivent être accompagnés **d'un bulletin de livraison**, numéroté et daté, comportant les mentions suivantes :

- ✓ l'identification du titulaire : nom, adresse, n° SIRET ;
- ✓ la date d'expédition ;
- ✓ le numéro du présent marché et sa date de notification ;

- ✓ la référence au bon de commande afférent ;
- ✓ l'identification des fournitures livrées ainsi que les quantités et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

La livraison est constatée après délivrance d'un récépissé par l'acheteur ou signature d'un double du bulletin de livraison.

7.4 Déchargement des livraisons

Le déchargement des fournitures livrées sur palettes est de la responsabilité du titulaire. Les livraisons sont ensuite réceptionnées et entreposées dans le hall d'entrée fournisseur de l'Ofpra.

ARTICLE 8 – PRIX

Les prix initiaux sont définitifs, fermes et unitaires durant toute la durée d'exécution du marché.

Les prix du marché sont établis en euros. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE PAIEMENT

9.1 Facturation

9.1.1 Etablissement de la facture

Chaque facture est établie par le titulaire et comporte obligatoirement les mentions légales suivantes :

- ✓ la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- ✓ le numéro de SIRET du titulaire ;
- ✓ le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- ✓ le numéro et la date d'émission de la facture ;
- ✓ le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- ✓ la référence ou numéro du bon de livraison ;
- ✓ la quantité des livrets de famille livrés ;
- ✓ le montant hors taxes à payer ;
- ✓ le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- ✓ le montant à payer toutes taxes comprises.

Chaque facture est complétée des mentions ci-après :

- ✓ les coordonnées bancaires ou postales du titulaire, telles que mentionnées sur l'acte d'engagement et attestées par un RIB ou un RIP au format IBAN ;
- ✓ le numéro d'identification du présent marché.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date d'établissement des pièces de mandatement.

9.1.2 Envoi de la facture

Sous forme dématérialisée

Conformément à article L. 2192-1 du code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent utiliser le **portail sécurisé Chorus Pro** de l'État pour envoyer leurs factures via l'url suivante :

<http://chorus-pro.gouv.fr>

9.2 Délai de règlement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par mandat administratif.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'Office.

Le délai de paiement est de 30 jours à réception de la facture comportant l'ensemble des informations demandées.

En application de l'article R.2192-31 et suivants du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 10 – CLAUSE DE RESPONSABILITÉ

10.1 Responsabilité du titulaire

La responsabilité du titulaire est limitée à la réparation des dommages matériels directs causés à l'acheteur du fait d'une mauvaise exécution de ses obligations contractuelles.

Ainsi, le titulaire ne sera pas tenu de réparer :

- a) les conséquences dommageables des erreurs ou fautes de l'acheteur ou de tiers relatifs à l'exécution du présent marché;
- b) les dommages résultant notamment de l'utilisation par le titulaire de documents techniques, et données fournis par l'acheteur et qui comporteraient des erreurs ;
- c) les dommages immatériels et/ou indirects tels que les pertes d'exploitation, de profit, ou cause de préjudice commercial.

La responsabilité du titulaire est cependant engagée dès lors que l'acheteur a subi un préjudice à raison d'un événement imputable au titulaire, cause d'un dommage d'un montant supérieur aux pénalités perçues par l'acheteur.

L'acheteur ayant préalablement démontré le lien de causalité entre le dommage et le manquement ou la faute du titulaire adresse à celui-ci une demande d'indemnité égale à la différence entre le coût du dommage subi et le montant des pénalités perçues.

Au titre du présent marché, la responsabilité pécuniaire du titulaire est limitée au constat des dommages matériels directs supportés par l'acheteur et est plafonnée à 20 % du montant de la commande passée par ce dernier ou bien à la part de la commande exécutée par le titulaire dans les 12 mois précédant l'événement dommageable.

10.2. Responsabilité de l'OFPPA

L'acheteur est seul responsable des dommages causés de son fait ou par les personnes agissant pour son compte ou sa direction, si ces opérations n'ont pas été prévues ou autorisées par le titulaire du marché.

ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données / RGPD »).

Dans ce cadre, les parties s'engagent à respecter l'annexe II du présent cahier des clauses particulières.

Conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute si le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité et à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité.

ARTICLE 12 – PÉNALITÉS

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations dans **le délai de 20 jours** ouvrés maximum à compter de la notification de chaque bon de commande, il informe par tout moyen et dans les plus brefs délais l'Ofpra, puis confirme cette information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les événements présentant un caractère d'empêchement manifeste n'entraînent pas de pénalités à l'encontre du titulaire.

Tout autre motif de retard d'exécution entraîne pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle :

P = montant de la retenue pour le retard

V = prix, s'entendant TTC, des prestations exécutées en retard

R = nombre de jours calendaires de retard à compter de la date théorique de livraison.

Tout manquement aux exigences déontologiques du titulaire, et notamment aux règles de confidentialité définies ci-dessus, est passible d'une pénalité de 500 euros par manquement.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnement.

Ainsi, ce marché s'inscrit dans une démarche d'éco-responsabilité.

ARTICLE 15 – FORCE MAJEURE

Si à la suite d'un événement imprévisible, irrésistible et provenant d'une cause extérieure aux parties, le titulaire ou l'acheteur du présent marché sont dans l'impossibilité d'exécuter leurs obligations contractuelles, ils informent par tout moyen et dans les plus brefs délais l'autre partie de ces circonstances, puis confirment leur information par lettre recommandée avec accusé réception.

Dans la période durant laquelle l'une des parties est dans l'impossibilité de remplir ses obligations à raison d'un événement insurmontable, l'exécution du présent contrat est suspendue.

Lorsque l'empêchement à l'origine de la suspension du contrat cesse, les obligations attachées à l'exécution du marché sont prorogées pour une durée équivalente à celle restant à courir au moment de sa suspension et leurs délais d'exécution sont prolongés par le report des délais initialement interrompus.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION

Si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui sont conférées au titre du marché, l'OFPPRA peut, après tentative de solution amiable, puis une mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché par lettre recommandée avec avis de réception.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la mise en demeure pour satisfaire les obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Ofpra pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier et ce, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 40 et 42 du CCAG/FCS, les titulaires ne peuvent se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale du marché, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles actions civiles et pénales à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 17 – LITIGES

Le règlement amiable d'un différend, survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché, est recherché conformément aux dispositions prévues à l'article 46 du CCAG/FCS.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends ressortissent à la compétence du :

Tribunal administratif de Melun
43 rue du Général de Gaulle
77000 Melun Cedex

ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Article du cahier des clauses particulières n°	Article du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4
Article 12	Article 14
Article 16	Article 40 et 42